

La réforme de la stratégie européenne de sécurité : État des lieux d'un débat sur la diplomatie et la défense européennes

Par **Pierre Minard**

6 mai 2013

Résumé

Le projet d'une « *European Global Strategy* », lancé en juillet 2012 et prenant fin en mai 2013, entre aujourd'hui dans sa dernière ligne droite. Il constitue un espace riche de débat sur la question cruciale de la mise à jour de la stratégie européenne de sécurité, qui fête ses dix ans en 2013. Il s'agit en effet de faire face d'une part à plusieurs changements d'envergure, comme les révoltes arabes ou le redéploiement stratégique américain vers l'Asie, et d'autre part aux nombreuses critiques que l'Union européenne essuie quant à son incapacité à devenir une puissance stratégique dans le monde actuel. En ce sens, l'expression de la puissance européenne est bien à retrouver dans une imbrication complexe entre stratégies nationales et attractivité des outils diplomatiques européens.

Mots clés : Stratégie européenne de sécurité, Europe de la Défense, PSDC, PESD, European Global Strategy, EGS, SEAE

Abstract

The Reform of the European Security Strategy – Debating European Defence and Diplomacy

The European Global Strategy project was launched in July 2012 and is now close to completion. It establishes room to a rich debate on the crucial issue of the ten year old European Security Strategy and its update. On the one hand it deals with the problematic question of several strategic changes – such as the Arab uprisings or the American pivot to Asia – and on the other it aims to provide an efficient answer to the critical question of EU incapacity to be a first rank strategic player in today's world. In that perspective, the expression of the European power is to be found in a complex nesting between the national strategies and the attractiveness of the European diplomatic tools.

Keywords: European Security Strategy, European Defence, CSDP, ESDP, European Global Strategy, EGS, EEAS

Citation :

MINARD Pierre, *La réforme de la stratégie européenne de sécurité : État des lieux d'un débat sur la diplomatie et la défense européennes*, Note d'Analyse du GRIP, 6 mai 2013, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/fr/node/887>



Introduction

Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense, n'a pas hésité à formuler des critiques acerbes à l'encontre de l'Europe de la défense. Lors d'un entretien accordé au quotidien français *La Voix du Nord*, qui l'interrogeait sur l'intervention militaire française au Mali, il a déclaré : « La vérité, c'est que nous avons la capacité militaire et le pouvoir de décision. Quand l'Europe de la défense aura la capacité d'intervenir immédiatement, ce sera dans 150 ans ! Il faudrait que l'Europe ait un gouvernement unifié, une assemblée européenne et une autorité militaire commune. Je ne sais pas si on verra ça ». Il ajoute : « l'Europe de la défense ce n'est pas l'Europe militaire. Il faudrait d'abord une Europe politique, ce qui n'est pas à l'agenda »¹.

Le Drian pointe à travers ce constat cinglant le manque de cohésion des États membres, du fait même de la nature du processus européen de prise de décision en matière d'intervention militaire. En effet, là où la France peut compter sur un système fondé sur la rapidité de déploiement – grâce notamment à plusieurs bases militaires permanentes en Afrique et à un processus de décision politique émanant directement du président de la République – l'Union européenne est encore une fois fustigée pour sa lenteur à intervenir sur un théâtre d'opération étranger. Les propos du ministre de la Défense français remettent sur le devant de la scène le risque d'une désunion européenne, c'est-à-dire d'un acteur qui se veut pleinement garant de la sécurité internationale mais qui semble toujours à la traîne.

C'est pourquoi, lors du meeting informel des ministres des Affaires étrangères à Copenhague, ou « Gymnich », en mars 2012, plusieurs représentants nationaux ont plaidé en faveur d'une refonte en profondeur de la stratégie européenne de sécurité, dont les presque dix ans d'âge sont perçus comme un handicap pour la PSDC². Plus particulièrement, ce sont les Suédois et les Finlandais qui ont essayé, en vain, d'inscrire cette question à l'agenda politique de la réunion. Las, face aux réticences plus ou moins marquées de la majorité des États membres et des représentants de l'Union européenne – qui jugent que le temps de la production de documents est révolu et qu'il est aujourd'hui nécessaire de concrétiser – l'Italie, la Pologne, la Suède et l'Espagne ont lancé conjointement une initiative académique visant à instaurer un débat sur le renouvellement de la stratégie européenne de sécurité.

Cette initiative, dénommée *European Global Strategy* (EGS)³, a été lancée en juillet 2012 et a pour échéance le mois de mai 2013, au terme duquel une synthèse des différentes contributions doit être présentée dans un rapport, lui-même élaboré par les quatre instituts responsables du projet⁴ avec la participation de nombreux *think tanks* associés⁵. Le rapport final devrait consister en un ensemble de propositions concrètes sur les aspects principaux qu'une nouvelle stratégie européenne de sécurité doit revêtir.

1. « Jean-Yves Le Drian : au Mali, nous allons entrer dans la partie la plus délicate », *La Voix du Nord*, 7 février 2013.

2. Conseil européen, « Une Europe sûre dans un monde meilleur – Stratégie européenne de sécurité », présentée par Javier Solana, Bruxelles, 12 décembre 2003, 14 p.

3. Voir : <http://www.euglobalstrategy.eu/>

4. Le Swedish Institute of International Relations (Suède), l'Institut Affari Internazionali (Italie), l'Elcano Royal Institute for International and Strategic Studies (Espagne) et le Polish Institute of International Affairs (Pologne).

5. Comme l'Institut Egmont, Clingendael, ou encore le CEPS.

Si la perspective de négociations entre 27 États membres – et bientôt 28 avec la Croatie – aux stratégies nationales fondamentalement différentes est diplomatiquement risquée⁶, l'initiative de l'EGS n'en bénéficie pas moins actuellement d'une véritable fenêtre d'opportunité sur le plan économique, de l'agenda institutionnel et des tendances stratégiques.

Premièrement, le contexte économique semble favorable à l'EGS, notamment du fait des restrictions dont font l'objet les budgets de la défense de la plupart des États membres. Ainsi, dans un tel contexte de crise financière, le principe de la mise en commun des moyens militaires (ou *pooling and sharing*) se fait toujours plus prégnant. Ce principe est régulièrement invoqué par les décideurs européens, mais rarement mis en œuvre dans la réalité.

Deuxièmement, il semble que l'agenda institutionnel soit favorable à l'initiative EGS. En effet, de manière symbolique, le texte fondateur de la stratégie européenne de sécurité, présenté par le Haut Représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune de l'époque, Javier Solana, fête ses dix ans en 2013. Catherine Ashton, qui a pris sa succession en 2009, verra son mandat arriver à échéance en 2014, en même temps que la Commission Barroso II, à l'issue des élections européennes du mois de juin de la même année.



Réunion informelle « Gymnich » des ministres des Affaires étrangères et de Catherine Ashton, à Copenhague, les 9 et 10 mars 2012.

En ce qui concerne le SEAE (Service Européen pour l'Action Extérieure), un premier rapport sur son fonctionnement doit être établi dans le courant de l'année 2013.

Enfin, autre signe positif pour la question stratégique : la Commission, le Parlement, le Conseil et le SEAE ont lancé en février 2013 le projet ESPAS (*European Strategy and Policy Analysis System*). Son objectif est d'identifier, à l'horizon 2014, les grands défis que l'UE devra relever au cours des quinze prochaines années⁷.

Troisièmement, la stratégie européenne de sécurité fait partie des documents stratégiques les plus anciens du corpus, alors que l'OTAN, les États-Unis, la Russie et plusieurs États membres de l'UE ont déjà remis les leurs à jour ou sont en train de le faire, pour conjuguer efficacité et économies budgétaires. Ainsi, le Livre blanc de la Défense française, dévoilé fin avril, fait clairement part du soutien de la France à la rédaction d'un Livre blanc de la Défense européenne de la stratégie européenne de sécurité⁸.

Cependant, le changement stratégique le plus important reste celui des Américains, qui depuis 2010 choisissent de se réorienter sur la zone Asie-Pacifique aux dépens de l'Europe, dont la valeur stratégique est perçue comme décroissante face à l'émergence de la Chine.

6. Jonas Alexandra, « Strategy processes : opportunity, challenges, and traps », in Parkes Roderick, Formuszewicz Ryszarda, Westerberg Sara (éds), *Stocktacking of EU Strategizing*, Document de la conférence EGS du 11 octobre 2012, Varsovie, 20 décembre 2012, p. 33-36.

7. Cependant, comme l'indique Antonio Missiroli (« Strategic foresight – and the EU », *Brief*, No. 13, European Union Institute for Strategic Studies, février 2013, 4 p.) il semble que le but poursuivi ne soit pas tant de développer une vision stratégique européenne concrète – comme c'est le cas de l'EGS – que d'en définir le champ d'application et les enjeux.

8. « Livre blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale », 2013, 160 p. Disponible sur <http://www.defense.gouv.fr/>

L'OTAN, quant à elle, a dans le même temps adopté une nouvelle doctrine à la fin de l'année 2010, soit un an après les Russes⁹. Dans un tel contexte, l'Union européenne semble inévitablement à la traîne, se contentant d'un rapport d'évaluation datant de 2008 mais qui ne prévaut pas sur le document datant lui-même de 2003¹⁰.

L'EGS a donc pour but de relancer le débat stratégique au sein de l'UE. L'initiative constitue une sorte de plateforme d'expression, pour des spécialistes issus de tous les horizons. Les nombreuses contributions extérieures rédigées à ce propos, et disponibles sur le site internet de l'EGS, cependant, ne se prononcent pas toutes en faveur d'un renouvellement de la stratégie européenne de sécurité. Elles ont néanmoins le mérite d'alimenter le débat en offrant surtout une véritable vision d'ensemble de la problématique stratégique européenne, à l'heure des doutes politiques et financiers.

Dans le but de présenter la vision la plus large, complète et pertinente possible, la présente Note d'Analyse s'attache à détailler les principaux aspects de l'EGS, tout en conservant un regard critique dans le traitement de cette somme importante d'informations. C'est ainsi que l'on peut condenser le débat autour de trois principales problématiques : la question de la forme que doit revêtir la stratégie européenne de sécurité ; l'adéquation aux nouveaux défis et enjeux stratégiques ; et enfin le problème de l'expression de la puissance européenne et des capacités de la PSDC.

1. La nouvelle forme de la stratégie européenne de sécurité en question

La première question qui se pose, dès lors que l'on entre dans le débat sur la stratégie européenne de sécurité, est de savoir ce qui doit advenir du document de 2003, qui a servi de référence en la matière pendant près de dix ans. Ce texte est en effet la première trace propre à l'Union européenne d'une évaluation des risques, identifiant ainsi un certain nombre de défis plus ou moins globaux, qui font consensus entre les États membres comme le terrorisme ou la menace des *failed states*.

Ainsi, il semble que trois options principales se dégagent de la réflexion menée récemment dans ce cadre : consolider la stratégie de 2003 grâce au bilan de 2008 ; produire un document tourné vers l'opérationnel en privilégiant les moyens de gestion de crise ; ou développer une stratégie de politique étrangère commune la plus large possible en repartant de zéro¹¹. Chacune de ces options a ses avantages et ses inconvénients et aucun consensus ne parvient véritablement à se dégager entre les chercheurs.

1.1. Quel degré de refonte par rapport au document de 2003 ?

La première option, qui consiste à consolider le document de 2003 en y intégrant les recommandations du rapport sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité de 2008, semble la plus facile à réaliser. En effet, elle s'appuierait sur un consensus déjà obtenu il y a dix ans, et ne nécessiterait pas, *a priori*, de grosses négociations.

9. Hedborg Mikaela, « Comparing Security Strategies », *UI Brief*, No. 15, Swedish Institute of International Affairs, 9 octobre 2012, 13 p.

10. Kempin Ronja, Von Ondarza Nicolai, Overhaus Marco, « Tackling the big questions in little steps: A process towards a comprehensive EU strategy », *Working Paper*, No. 2, Stiftung Wissenschaft und Politik, octobre 2012, 12 p.

11. *Ibid.*

Cette approche se limiterait à recentrer la stratégie de 2003 autour d'objectifs précis et déjà identifiés, auxquels les missions PSDC seraient plus à même de répondre, notamment sur la base des remarques formulées par le texte critique de 2008. La principale faiblesse du document de Javier Solana est en effet de ne pas fournir de définition précise de ces missions¹². Cependant, la limite de cette approche consiste en une absence d'adéquation à la réalité, puisque l'actualisation fondée sur les analyses de 2008 serait déjà vieille de plus de cinq ans, et ne prendrait pas en compte des changements stratégiques importants et plus récents, tels que la réorientation américaine vers le Pacifique ou les révolutions arabes.

La deuxième solution consiste à ne conserver que « le muscle » des documents stratégiques existant, au sein d'un nouveau texte purement technique. Celui-ci viserait à redynamiser les capacités d'intervention et les outils qui sont déjà à disposition de l'Union, ou à activer certaines dispositions du Traité de Lisbonne qui restent à ce jour lettre morte. Ronja Kempin, du German Institute for International and Security Affairs (SWP), dresse par exemple un constat d'échec de la coopération structurée permanente et de la mise en commun des moyens militaires. Ces deux initiatives sont pourtant prévues dans la dernière version du Traité¹³.

De même, il s'agirait d'améliorer les procédures de déploiement sur le terrain des missions de gestion civile et militaire des crises, ou encore de revoir le concept des groupements tactiques, mis en place en 2007 mais jamais utilisés par l'UE. D'une certaine manière, cette perspective répondrait davantage à l'une des critiques les plus récurrentes de l'EGS, selon laquelle il est nécessaire pour l'UE de cesser de produire des documents abstraits et d'enfin fournir du concret. L'avantage de cette solution serait de remettre l'UE sur le devant de la scène, en tant qu'acteur international pleinement dans son rôle.

Comme le souligne Anand Menon, professeur de politiques européennes au King's College, cette dynamique existe déjà, dans la mesure où les outils de la PSDC et de la politique étrangère commune ont déjà été utilisés à plusieurs reprises par le passé, dans les missions de gestion de crise par exemple. De plus, le Traité de Lisbonne permet en théorie de rendre effective une dynamique de déploiement, notamment par l'intermédiaire du SEAE¹⁴. Néanmoins, cette perspective reste engoncée dans un carcan assez étroit et ne saurait englober l'ensemble des outils de politique étrangère. En effet, il s'agirait de recentrer la nouvelle stratégie européenne de sécurité sur les seules capacités de la PSDC, sans entamer un travail de réflexion plus global sur la politique étrangère de l'UE. Par conséquent, cette solution ne tiendrait elle non plus pas compte des changements stratégiques actuels, dans la mesure où seule l'utilisation des outils serait concernée.

La troisième option est la plus riche en promesses pour l'UE¹⁵. Il s'agirait de refonder complètement la stratégie de sécurité, en adéquation avec les nouvelles réalités du contexte mondial.

12. Keohane Daniel, « Strategic Priorities for EU Defence Policy », *Policy Paper*, No. 63, Notre Europe, 13 février 2013, 6 p.

13. Kempin Ronja, « How to maintain hard capabilities in times of budget cuts? », *Policy Paper*, No. 66, Notre Europe, février 2013, 7 p.

14. Menon Anand, « An EU Global Strategy : Unnecessary and Unhelpful », in Goldman Kjell, Howorth Jolyon, Menon Anand, Gross Eva, « European Global Strategy in Theory and Practice : Relevance for the EU », *UI Occasional Paper*, No. 14, Swedish Institute of International Affairs, 2013, p. 17-20.

15. Drent Margriet, Landman Lennart, « Why Europe needs a new European Security Strategy », *Clingendael Policy Brief*, No. 9, juillet 2012, 6 p.

C'est notamment le message de Giovanni Grevi du think tank espagnol FRIDE¹⁶ : l'EGS doit aboutir à une proposition globale, là où la stratégie de 2003 n'est que le résultat d'un contexte restreint et largement sécuritaire du fait de la « *War on Terror* » et de l'invasion américano-britannique de l'Irak¹⁷.

L'EGS devrait donc tendre vers une approche qui inclurait non seulement les aspects stratégiques de sécurité et de défense mais aussi les aspects diplomatiques. L'objectif serait de prendre le contre-pied de la seconde option – davantage axée sur les moyens mis en œuvre – afin de définir l'approche européenne par la poursuite d'objectifs ambitieux et de long terme. Dans cette perspective, d'aucuns, à l'instar de Ronja Kempin, proposent d'adopter un format proche du Livre blanc français afin d'englober à la fois les aspects militaires, opérationnels, politiques et institutionnels dans un même document stratégique. Cette approche permettrait de créer des liens entre d'une part des objectifs ambitieux et d'autre part les moyens rendus disponibles pour y parvenir¹⁸.

Un autre aspect positif engendré par cette initiative serait de permettre au SEAE d'émerger véritablement en tant que corps diplomatique à part entière, avec une conscience bureaucratique renouvelée autour d'un texte fédérateur et d'un travail de longue haleine¹⁹. Ainsi, le processus de création du document stratégique importe tout autant que le document en tant que tel²⁰. La principale limite de cette approche réside bien sûr dans l'importance que revêtent les négociations, rendues d'autant plus difficiles aujourd'hui à 27 qu'en 2003 à 15.

1.2. Vers une « grande stratégie »

L'idée derrière l'EGS est de tendre vers une forme de document à l'échelle la plus large possible, qui serait, plus qu'une stratégie globale, une « grande stratégie ». Cette expression, dérivée de la formule anglaise « *Grand strategy* », se retrouve notamment dans les travaux de Sven Biscop, spécialiste des questions de sécurité et de défense européenne à l'Institut Egmont. Dès 2009, Biscop a mis en avant le besoin d'une réforme en profondeur de la stratégie européenne de sécurité sous une telle forme²¹. Dorénavant fortement impliqué dans le projet EGS par l'intermédiaire des contributions de l'Institut Egmont, Biscop renouvelle et détaille sa position, mettant ainsi en avant le besoin urgent de clarification en matière de valeurs et de redéfinition d'objectifs stratégiques²².

16. La *Fundacion para las Relaciones Internacionales y el Dialogo Exterior*.

17. Grevi Giovanni, « A progressive European Global Strategy », in Parkes Roderick, Formuszewicz Ryszarda, Westerberg Sara (éds), *Stocktacking of EU Strategizing*, Document de la conférence EGS du 11 octobre 2012, Varsovie, 20 décembre 2012, p. 6-8.

18. Kempin Ronja, *Op. Cit.*, 2013.

19. Conley Heather A., « Reflections on a European Global Strategy », in Parkes Roderick, Formuszewicz Ryszarda, Westerberg Sara (éds), *Stocktacking of EU Strategizing*, Document de la conférence EGS du 11 octobre 2012, Varsovie, 20 décembre 2012, p. 21-23.

20. Jonas Alexandra, « Strategy processes : opportunities, challenges and traps », in Parkes Roderick, Formuszewicz Ryszarda, Westerberg Sara (éds), *Stocktacking of EU Strategizing*, Document de la conférence EGS du 11 octobre 2012, Varsovie, 20 décembre 2012, p. 33-36.

21. Biscop Sven, « The Value of Power, the Power of Values: A Call for an EU Grand Strategy », *Egmont Policy Paper*, No. 33, Institut Egmont, octobre 2009, 37 p.

22 Biscop Sven, « EU Grand Strategy : Optimism is Mandatory », *Security Policy Brief*, No. 36, Institut Egmont, juillet 2012, 7 p.

Selon Biscop, un tel renouvellement doit correspondre à un éventail identifié de valeurs proprement européennes, que l'Union est plus encline à défendre. En d'autres termes, la politique étrangère et de sécurité de l'UE doit avoir une portée globale et être une source d'inspiration fondée sur ces valeurs, à l'instar du système social européen, de l'économie de marché conjugée à une certaine forme de régulation étatique, ou encore de l'idéal démocratique.

Non seulement l'Union doit identifier clairement ses intérêts supérieurs, mais la stratégie de sécurité doit prendre sa part dans leur défense. Le problème avec la stratégie de 2003 et du rapport de 2008 est qu'aucun d'eux ne permet d'établir une telle identification, la question des actions concrètes n'y est pas abordée, l'objectif étant avant tout la recherche du consensus²³.

Il s'agirait par exemple pour l'Union européenne de défendre son modèle économique et social, regroupant un ensemble de valeurs intrinsèques, tout en établissant des lignes rouges à ne pas franchir. Ce faisant, l'adhésion et la potentielle implication de la société civile et du grand public seraient plus fortes, et fourniraient une base de légitimité plus solide²⁴.

L'EGS constitue donc une très bonne opportunité pour porter le débat sur le terrain de la « grande stratégie ». Il importe dès lors de tenter de dessiner les contours d'un tel document, ou du moins d'en polariser les enjeux de définition, en dépassant le seul cadre du champ de la sécurité. En effet, l'ambition de l'initiative de l'EGS est bien de ne plus seulement mettre l'accent sur une stratégie de sécurité *stricto sensu* mais de devenir une stratégie globale, qui doit prendre en compte la dimension géographique, les capacités de gestion de crise, les menaces globales actualisées, les nouvelles réalités du multilatéralisme ainsi que la place des droits de l'Homme dans l'action extérieure²⁵.

1.3. L'Union européenne et la « grande stratégie » : les raisons d'en douter

Cependant, cette perspective ne fait pas consensus et reste critiquée pour son manque de réalisme. Une première série de critiques et de nuances porte ainsi sur la forme même d'une « grande stratégie », en tant que lecture globale du monde et de ses défis, appliquée au cas particulier de l'Union européenne. Dans ce sens, Björn Fägersten, du Swedish Institute of International Affairs (UI), détaille ce qu'implique concrètement une telle posture stratégique pour un acteur étatique ou assimilé.

Tout d'abord, ce type de stratégie suppose un ensemble d'intérêts clairement identifiés. Deuxièmement, une grande stratégie est définie par des acteurs stratégiques puissants, c'est-à-dire des acteurs qui ont concrètement les moyens de leurs ambitions. Troisièmement, et dans la même veine, ces acteurs sont des puissances militaires de premier plan. Quatrièmement, l'archétype de ces acteurs est l'État-Nation. Cinquièmement, ils engagent une réflexion sur le territoire et enfin, ils envisagent une politique axée sur le long terme²⁶.

Si l'on confronte ces six facteurs constitutifs d'une « grande stratégie » à la réalité de l'Union européenne, force est de constater que cette dernière ne peut leur correspondre.

23. Biscop Sven, *Op. Cit.*, 2009.

24. Fiott Daniel, « How to avoid the three pitfalls of European strategy? », in Parkes Roderick, Formuszewicz Ryszarda, Westerberg Sara (éds), *Stocktacking of EU Strategizing*, Document de la conférence EGS du 11 octobre 2012, Varsovie, 20 décembre 2012, p. 27-29.

25. Lundin Lars-Erik, « From a European Security Strategy to a European Global Strategy: Ten Content-Related Issues », *UI Occasional Papers*, No. 11, 2012, 32 p.

26. Fägersten Björn, « How Grand is Global? Notes on a European Strategy », *UI Brief*, No. 14, 9 octobre 2012, 12 p.

Les intérêts de l'UE sont loin d'être clairement identifiés, l'Union n'est pas un acteur stratégique puissant au sens militaire du terme puisqu'elle est contrainte de s'appuyer sur les forces des États membres, elle n'a rien d'un État-Nation, la définition même de ce qu'est l'Europe au sens géographique est on ne peut plus floue et ne fait aucunement consensus, et enfin les objectifs à long terme ne sont pas clairement établis²⁷.

De manière encore plus franche et directe, Anand Menon enfonce le clou et qualifie le projet de stratégie globale de « *unnecessary and unhelpful* », pour reprendre le titre d'un article récent²⁸. Le chercheur va plus loin que Fägersten et dénonce un projet contre-productif, dans le sens où son aboutissement est grandement compromis par la difficulté d'obtenir un consensus aussi exigeant entre 27 États membres. S'il est clair que l'UE aurait beaucoup à y gagner, les risques sont tellement élevés que le jeu n'en vaut pas la chandelle et Menon s'inscrit en faux vis-à-vis d'une forme « d'optimisme obligatoire » que promeut Biscop²⁹.

Au contraire, la critique porte justement sur l'urgence de répondre, à court terme, à un besoin pour l'UE de développer les outils qui sont à sa disposition et de les mettre en œuvre efficacement au service de son action extérieure. En suivant le chemin d'une stratégie globale, l'EGS, prendrait le problème à l'envers et manquerait de réalisme sur la manière dont fonctionne le mécanisme de prise de décision au sein de l'UE, où un tel consensus paraît difficilement atteignable³⁰. Il faut ajouter à cet obstacle, comme le rappelle Daniel Fiott, spécialiste des questions de défense européenne à l'ULB, plusieurs difficultés inhérentes à la tenue d'un débat sur l'adoption d'une stratégie. De plus, celle-ci n'est en soi pas pleinement définie dans la mesure où il n'existe pas de consensus à son sujet, au sein même des États membres³¹.

2. Faire face à de nouveaux enjeux stratégiques

La question de savoir si l'Union européenne dispose d'une stratégie propre, en adéquation avec les réalités actuelles et à venir, est à la base même du projet d'EGS³². Selon les promoteurs de cette initiative, l'UE doit adopter une approche pleinement en phase avec son temps.

Pourtant, tous ne partagent pas un tel constat. En effet, certains choisissent d'insister sur la modernité encore pertinente des défis identifiés en 2003, vouant ainsi leurs critiques aux gémonies, comme le terrorisme international ou la menace des *failed states*³³. Dans cette logique, Rogers, auteur du blog *European Geostrategy*, va même jusqu'à affirmer qu'il n'est nullement besoin de réaliser une nouvelle définition de la stratégie européenne³⁴.

Néanmoins, il s'agit ici d'analyser les principaux arguments contextuels qui justifieraient cette entreprise de redéfinition.

27. *Ibid.*

28. Menon Anand, *Op. Cit.*, 2013.

29. Biscop Sven, *Op. Cit.*, 2012.

30. Menon Anand, *Op. Cit.*, 2013.

31. Fiott Daniel, *Op. Cit.*, 2012.

32. Biscop Sven, *Op. Cit.*, 2012.

33. Keohane Daniel, *Op. Cit.*, 2012.

34. Rogers James, *Op. Cit.*, 2012.

2.1. Les « printemps arabes » et l'échec stratégique européen

Force est de constater l'inadéquation profonde de la politique européenne aux troubles qui ont agité son voisinage ces deux dernières années. Le cas des révoltes arabes est particulièrement éclairant. Alors que les premières contestations contre le pouvoir en place ont éclaté en Tunisie et en Égypte, en décembre 2010 et janvier 2011, ce sont les relations troubles qu'entretenaient plusieurs pays européens avec ces régimes autoritaires qui ont été exposées sur la place publique³⁵. La relation entre l'UE et ces pays est fondée sur la politique européenne de voisinage (PEV), et plus précisément sur le projet d'une union pour la Méditerranée (UPM), que la France a été très active à défendre. Seulement, loin de s'être constitué un « cercle d'amis », pour reprendre l'expression mise en avant par le projet d'UPM, l'Union doit aujourd'hui composer avec un cercle « indifférent », voire hostile à une collaboration inégale, n'offrant que peu de perspectives à long terme et assimilée bien souvent au régime déchu. Il devient dès lors nécessaire de relancer des projets plus concrets pour des pays qui n'ont aucune perspective d'adhésion³⁶.

De plus, l'arène européenne a été mise de côté au profit de l'OTAN pour l'intervention militaire en Libye de 2011, quand bien même ses principaux acteurs étaient la France et le Royaume-Uni. Il apparaît donc aujourd'hui de manière flagrante que la stratégie européenne vis-à-vis de ces partenaires du bassin méditerranéen prête fortement le flanc à la critique, ce qui a nui à l'image de l'UE en tant qu'acteur international. La solution mise en avant par Biscop, serait donc de remettre les valeurs européennes au cœur de cette stratégie et de l'approche stabilisante de la PEV, notamment en abandonnant la rhétorique du sécuritaire et du répressif³⁷. Cela pourrait s'appuyer sur un panel d'objectifs représentant des gains concrets pour les deux parties en matière de coopération internationale, comme le proposent Steven Blockmans et Bart Van Vooren dans un article du Centre for European Policy Studies (CEPS), avec par exemple l'inclusion des pays de l'UPM au sein de la Communauté de l'énergie³⁸, comme c'est déjà le cas pour les pays du Partenariat oriental³⁹. Dès lors, on reconnaît ici la nécessité de concevoir une stratégie européenne globale, c'est-à-dire qui ne soit pas seulement axée sur les instruments de la PSDC mais qui recouvre l'ensemble de la Politique étrangère et de sécurité commune.

2.2. La réorientation stratégique américaine

Le « pivot » américain vers la région Pacifique est un autre des grands bouleversements stratégiques actuels, dans la mesure où il vient clairement signifier aux Européens ce qui était latent depuis de nombreuses années déjà, c'est-à-dire la perte de leur primauté au sein des intérêts américains au profit de l'Asie. Ce désengagement, loin de signifier un désintérêt total pour l'Europe de la part de son allié d'outre-Atlantique, symbolise le retour de la sécurité européenne entre les mains des Européens, conformément au vieux concept de *Burden sharing* (« partager le fardeau »).

35. Blockmans Steven, Van Vooren Bart, « Strengthening the strategic choice offered to the EU's Southern Mediterranean neighbours », *CEPS Commentary*, 1^{er} février 2013, 3 p.

36. *Ibid.*

37. Biscop Sven, *Op. Cit.* 2009.

38. La Communauté de l'énergie, à ne pas confondre avec la Communauté européenne de l'énergie, regroupe depuis 2006 l'Union européenne et plusieurs États voisins dans le but d'étendre le marché intérieur de l'énergie à ces derniers.

39. Blockmans Steven, Van Vooren Bart, *Op. Cit.*, 2013.

Même si, depuis la fin du conflit en Yougoslavie, l'Europe a cette ambition, il s'agit maintenant pour les États-Unis de la pousser et de la faire entrer dans le domaine non pas du réel mais de l'efficient. En d'autres termes, le désengagement américain force la main des Européens afin que ceux-ci continuent à développer des opérations sans le leadership de Washington dans leur zone d'influence régionale. C'est-à-dire là où la tradition d'intervention est la plus forte, que ce soit dans un cadre strictement européen ou dans celui de l'OTAN⁴⁰.

Deux points peuvent ici être soulevés. Tout d'abord sur l'OTAN : il semble en effet que l'organisation voit le leadership des Européens revigoré, ce qui pourrait se faire au détriment de la PSDC comme outil militaire privilégié des puissances européennes, puisque l'Organisation ne serait plus à dominante américaine⁴¹. Deuxièmement, cette nouvelle tendance pourrait imposer aux Européens un recentrage géographique de leur stratégie d'intervention. En effet, il paraît clair que les États membres de l'UE ne sont plus des puissances militaires traditionnelles globales, capables d'engager des opérations militaires autonomes en tout point du globe.

Par exemple, l'UE n'a pas de véritable tradition d'intervention en Asie, à l'exception de l'Afghanistan et d'Aceh : il lui faut donc se concentrer sur son voisinage et sur l'Afrique en matière de moyens militaires et jouer plutôt la carte économique en Asie⁴². Cependant, alors qu'en théorie un tel revirement américain devrait laisser le champ libre aux Européens, dans les faits ces derniers tendent à se replier sur eux-mêmes, dans un contexte de crise budgétaire qui fait passer les questions de politique intérieure en priorité. On a pu d'ailleurs observer à ce propos les nombreuses réticences, au sein des pays membres de l'UE, à intervenir au Mali pour soutenir les forces françaises.

2.3. La place des émergents et des « Big Three » : une question en suspens

Alors que la crise renforce le poids économique de l'Allemagne et lui donne l'occasion d'intervenir davantage au cœur de la prise de décision en matière de politique étrangère – domaine d'ordinaire plutôt franco-britannique – Berlin n'a toujours rien fait pour prendre une forme de leadership sur la question. Ainsi, le paradigme demeure inchangé⁴³ : les « Big Three », c'est-à-dire la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, semblent rester dans leurs rôles traditionnels respectifs, alors même que les conditions pour un tel changement sont en place. À ce jour, la PSDC reste marquée par le passéisme allemand, par un désengagement relatif du Royaume-Uni sur fond de montée en puissance des eurosceptiques, et par l'interventionnisme français qui se joue en marge du cadre européen⁴⁴.

Dans cette perspective, la place des pays émergents et des « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) reste elle aussi une question en suspens, qui mériterait d'être redéfinie au niveau stratégique. En effet, si les liens avec ces États demeurent d'une extrême importance pour l'UE d'un point de vue commercial, l'intérêt stratégique d'un partenariat est de plus en plus prégnant lui aussi, dans la continuité du multilatéralisme efficace mis en avant par la stratégie européenne de sécurité de 2003.

40. Biscop Sven, *Op. Cit.*, 2012.

41. *Ibid.*

42. Keohane Daniel, *Op. Cit.* 2013.

43. Lehne Stefan, « The Big Three in EU Foreign Policy », *Carnegie Europe Paper*, Carnegie Endowment for International Peace, juillet 2012, 21 p.

44. *Ibid.*

Cependant, il apparaît que l'on ne saurait envisager un bloc BRICS qui fasse sens en tant que tel, tant les pays le composant sont différents et ont une coopération extrêmement dilettante entre eux – quand il ne s'agit pas de franche hostilité entre l'Inde et la Chine par exemple – en matière de sécurité et de défense⁴⁵. Il s'agirait donc pour les États membres de l'Union européenne de s'en remettre davantage à des arènes, où une forme de coopération peut être envisagée au cas par cas. On peut prendre l'exemple de la Russie, qui est membre de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, basée à Vienne) mais pas de l'OTAN pour des raisons historiques évidentes. Ainsi, les Européens auraient tout intérêt à revigorer cette arène de négociation un peu délaissée, dans la mesure où il s'agit d'un cadre privilégié pour développer des relations multilatérales européennes avec les Russes sur les questions de sécurité et de défense, en dehors du Conseil de sécurité des Nations unies⁴⁶.

3. L'expression de la puissance européenne

Comme mentionné précédemment, plusieurs voix se sont déjà élevées pour souligner l'importance du travail diplomatique que nécessiterait une refonte totale de la stratégie de 2003 pour 27 États membres aux horizons stratégiques variés. Si dans certains domaines la possibilité de trouver un consensus demeure envisageable, dans d'autres cela paraît nettement plus problématique⁴⁷ et particulièrement sur la question du recours à la force. Dès lors, c'est par l'intermédiaire des capacités mêmes de la PSDC que le débat est recentré sur ce qui fait l'expression de la puissance européenne. En ce sens, les difficultés à mettre en place le concept de *Pooling and sharing* (mutualisation et partage des moyens) sont représentatives de la division des États membres en matière d'utilisation des instruments de la PSDC. Cette tendance a été théorisée par le courant néoréaliste, qui a cependant privilégié une approche clivante, de telle sorte que toute forme de convergence stratégique entre les États membres n'est pas envisagée, comme cette partie s'attachera à le montrer.

3.1. Les moyens de la PSDC à travers le *Pooling & Sharing*

Les premières missions de la PESD, prédécesseur de la PSDC, ont été lancées en 2003, et ont totalisé en cinq ans une vingtaine d'opérations de gestion de crise, tant civiles que militaires. Depuis 2008-2009 pourtant, la fréquence d'utilisation de cet outil caractéristique d'une vision classique de la puissance a fortement diminué. En effet, les missions EUTM Somalia, EUTM Mali et EUCAP Sahel font partie des dernières en date mais sont les premières depuis cinq ans, si l'on exclut des opérations lancées avant 2008 et qui sont toujours en cours, à l'instar de la campagne anti-piraterie Atalanta ou de la mission EUBAM en Moldavie.

En d'autres termes, l'UE fait face à une période creuse après une frénésie d'interventions, et ne déploie aujourd'hui que des missions assez modestes, aux objectifs limités, et manquant souvent de moyens concrets sur le terrain⁴⁸.

45. Kempin Ronja, Von Ondarza Nicolai, Overhaus Marco, *Op. Cit.*, 2012.

46. Takman Anna, « External Action after the Lisbon Treaty : the Case of EU and the OSCE », *UI Brief*, No. 18, 14 janvier 2013, 16 p.

47. Menon Anand, *Op. Cit.*, 2013.

48. Witney Nick, « Where does CSDP fit in EU foreign policy? », *Policy Paper*, No. 64, Notre Europe, 13 février 2013, 6 p.

La perspective stratégique a donc aujourd'hui perdu son lien avec les opérations de la PSDC, lien qu'il est maintenant primordial, selon Daniel Keohane du FRIDE, de recréer et de rétablir pleinement⁴⁹. Certains vont même plus loin et soutiennent que d'une certaine manière le seul moyen de redynamiser la PSDC, voire même de la sauver d'un naufrage imminent, est bien de mener de front deux débats déjà évoqués précédemment. D'une part, comme c'est l'ambition de l'EGS, il s'agit de susciter l'essor d'une stratégie globale, et d'autre part de mettre sur la table les moyens militaires européens, à l'heure où chaque État membre met en place des coupes budgétaires plus ou moins drastiques à l'égard du secteur de la sécurité et de la défense⁵⁰.

Dès lors, cette question de la recherche d'adéquation entre objectifs annoncés et missions déployées reste problématique, dans le sens où elle met en exergue la difficulté du concept de *Pooling and Sharing*. L'eurodéputé socialiste roumain, Ioan Mircea Pascu – vice-président de la commission affaires étrangères et membre de la sous-commission sécurité et défense au Parlement européen – a déclaré à ce sujet que « bientôt il nous faudra un *pooling and sharing* de la rareté, car il n'y aura plus grand-chose à mettre en commun. On est arrivé à un stade où il nous faut tirer la sonnette d'alarme auprès du Conseil. Si on ne veut pas mettre en péril notre sécurité, il faut agir autrement »⁵¹. Ce message assez fort fait écho à plusieurs autres mises en garde quant aux capacités de l'UE en matière de PSDC. Ainsi, pour que l'Union soit en mesure de conserver ou de faire un hypothétique usage de la force, il est primordial que la nouvelle stratégie européenne puisse se baser sur une vision claire des moyens militaires que l'Union pourrait mutualiser⁵².

3.2. La critique classique de la puissance européenne : une approche lacunaire

Pour que la production d'un nouveau document stratégique fondateur et que la mise en commun des moyens militaires ait une raison d'être, encore faut-il que l'Union s'accorde sur un modèle de puissance auquel elle entend faire référence, ce qui ne manque pas de faire débat depuis la fin de la guerre froide. La vision néoréaliste de la puissance a notamment connu ses moments de gloire mais n'a jamais totalement disparu de la scène académique européenne. Même si ses nombreux raccourcis simplificateurs ont été largement battus en brèche depuis la fameuse parution du livre polémique de Robert Kagan, qui tend à caricaturer les Américains comme venant symboliquement de Mars – c'est-à-dire un *hard power* n'hésitant pas à utiliser la force – et les Européens de Vénus – c'est-à-dire un *soft power* réticent à utiliser la force⁵³.

Cette vision a fait florès dans le nouvel ordre mondial post-guerre froide des années 1990-2000 et au moment du renouveau de l'interventionnisme américain, lors de la « guerre contre le terrorisme ». Selon celle-ci, le salut de l'UE repose dans l'imitation de l'expression américaine de la puissance. En d'autres termes, il s'agit de mettre en place des outils militaires efficaces, puissants et faciles à déployer sur un théâtre d'opération donné, le tout orchestré par une stratégie qui fasse sens à l'échelle mondiale.

49. Keohane Daniel, *Op. Cit.*, 2013.

50. Techau Jan, « Will Europeans ever agree on the use of military force? », *Policy Paper*, No. 65, Notre Europe, février 2013, 6 p.

51. Cité dans Gros-Verheyde Nicolas, « Le *pooling and sharing* de la rareté ? », Bruxelles 2, 26 février 2013, disponible sur <http://www.bruxelles2.eu/defense-ue/defense-ue-droit-doctrine-politique/le-pooling-and-sharing-de-la-rarete.html>

52. Kempin Ronja, *Op. Cit.*, 2013.

53. Kagan Robert, *Of Power and Paradise: America and Europe in the New World Order*, New York, Random House Large Print, 2004, 179 p.

C'est ainsi que des analystes ont proposé d'opérer une redéfinition des priorités pour l'acteur européen : il importe alors davantage d'aboutir à l'expression d'une voix unique que de produire un nouveau document à la valeur trop administrative⁵⁴. Cette dernière perspective reste trop imprégnée des raccourcis fréquemment critiqués chez les néoréalistes, et d'une certaine manière, la solution préconisée semble assez irréaliste.

En fait, il semble que l'on peut réaliser une lecture plus fine de la question de la puissance européenne et de son expression dans le débat stratégique, notamment au travers d'une révision de ce que promeut Kagan. Eu égard aux interventions militaires récentes de la France et du Royaume-Uni en Libye (2011) et au Mali (2013), force est de constater que ces deux puissances, qui sont les « leaders naturels » de la PSDC, n'hésitent pas à avoir recours à la puissance militaire, y compris hors du cadre européen. En fait, comme le propose Jan Techau de Carnegie Europe, il faut modifier le postulat de Kagan, évidemment restrictif, et considérer davantage que l'UE souffre d'un manque de cohésion et de leadership.

En effet, la division européenne sur l'usage de la force est en partie résolue par l'utilisation d'arènes internationales plus propices à celui-ci et à l'utilisation d'outils coercitifs à l'instar de l'OTAN⁵⁵. L'UE n'est qu'un instrument au sein d'une boîte à outils plus vaste à la disposition des États membres les plus puissants. Ce qui pose problème aujourd'hui est que cet outil global, en l'occurrence la PSDC, a manqué d'attrait pour la France ou le Royaume-Uni, qui s'en sont écartés – ou qui ont été forcés de s'en détourner. Si l'on prend le cas libyen, Paris et Londres ont effectivement eu un rôle de leader mais dans le cadre de l'OTAN, ce qui a fait dire à certains diplomates que « la Libye a tué la PSDC »⁵⁶.

C'est là que se pose la sempiternelle question de la division entre les différents États membres sur ce que doit être la puissance européenne et sur les modalités de son usage. L'Union européenne serait un « gros herbivore », pour reprendre l'expression de l'ancien directeur de l'Agence européenne de défense Nick Witney, qui n'arrive pas à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée – les *Headline Goals* – et n'engage en tant que telle que des opérations timides, tardives et symboliques⁵⁷.

3.3. Résorber les dissensions par la convergence stratégique ?

Cependant, un tel constat ne saurait être tenu pour immuable. Au contraire, on peut mettre en avant une tendance de plus en plus prégnante depuis la parution du premier document stratégique européen de 2003, et notamment mise en évidence par Christoph Meyer, professeur au King's College : la convergence progressive des cultures stratégiques nationales⁵⁸.

54. Rogers James, « Empowering the tribe : Confidence comes before strategy », in Parkes Roderick, Formuszewicz Ryszarda, Westerberg Sara (éds), *Stocktaking of EU Strategizing*, Document de la conférence EGS du 11 octobre 2012, Varsovie, 20 décembre 2012, p. 12-14.

55. Techau Jan, *Op. Cit.*, 2013.

56. Cité par Menon Anand, « European Defence Policy from Lisbon to Libya », *Survival*, Vol. 53, No. 3, juin-juillet 2011, p. 75-90.

57. Witney Nick, *Op. Cit.*, 2013.

58. Meyer Christoph O., « Convergence towards a European Strategic Culture? A Constructivist Framework for Explaining Changing Norms », *European Journal of International Relations*, Vol. 11, No. 4, 2005, p. 523-549 ; et, *The Quest for a European Strategic Culture: Changing Norms on Security and Defence in the European Union*, London, Palgrave Macmillan, 2006, 224 p.

On peut définir la culture stratégique comme l'ensemble des normes, idées et dispositions intellectuelles qui régissent l'usage de la force au sein d'un groupe d'acteurs identifiés. Il s'agit donc de quelque chose d'assez diffus, de global et de général, qui peut entrer en contradiction avec des documents officiels stratégiques et politiques⁵⁹.

Par définition, il apparaît prématuré de parler d'une culture stratégique européenne, rejoignant de fait ce que présentait le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian dans sa déclaration au sujet de l'Europe de la défense. En d'autres termes, l'absolu d'une stratégie européenne de sécurité est évidemment souhaitable mais se heurte à la réalité des divergences en matière de cultures stratégiques. Pourtant, si la culture stratégique européenne n'existe pas encore en tant que telle – puisque ce sont les stratégies nationales qui s'affirment – l'issue la plus probable est celle d'une convergence de ces dernières, de telle sorte que le consensus serait ensuite facilité.

En effet, les États membres évoluent à travers plusieurs arènes de prise de décision, déjà évoquées plus haut, qui sont interconnectées et leur permettent de bénéficier de ressources diplomatiques plus ou moins importantes. Ce faisant, ces mêmes États ont tendance à inclure dans leurs documents stratégiques ces arènes, puisqu'elles font partie intégrante du contexte dans lequel ils exercent leur puissance. Par conséquent, à force de fréquenter ces arènes, les stratégies nationales ont tendance à leur conférer une importance semblable, et tendent ainsi à se rapprocher sur un nombre croissant de points qui pouvaient auparavant faire l'objet de dissensions plus marquées⁶⁰.

Les stratégies nationales se modifient donc du fait de cette interaction – on peut même parler de socialisation – au cœur de cercles diplomatiques internationaux et européens, laissant entrevoir la possibilité d'un consensus croissant. Plus particulièrement, pour ce qui est des trois grandes puissances européennes, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, celles-ci évoluent dans des arènes où elles tiennent une place semblable, à l'exception du Conseil de sécurité des Nations unies. On observe un rapprochement stratégique indéniable entre ces trois stratégies nationales, ainsi qu'une forme de lissage des points de divergence portant sur les États-Unis ou la place de l'OTAN dans la défense européenne⁶¹. Par conséquent, cette convergence stratégique européenne pourrait se faire au sein du SEAE, qui, comme argumenté plus haut, pourrait développer lentement une forme de culture stratégique commune et devenir le lien qui unirait les principales stratégies, une sorte de pierre de touche européenne⁶².

59. Meyer Christophe O., « European Strategic Culture : Taking Stock and Looking Ahead », in Biscop Sven, Whitman Richard (éds), *The Routledge Handbook of European Security*, New York, 2013, p. 50-60.

60. Meyer Christophe O., *Op. Cit.*, 2013.

61. *Ibid.*

62. Gross Eva, « On the internal value of a global strategy project », in Goldman Kjell, Howorth Jolyon, Menon Anand, Gross Eva, « European Global Strategy in Theory and Practice: Relevance for the EU », *UI Occasional Papers*, No. 14, 2013, p. 20-23.

Conclusion

En écho de la déclaration de Jean-Yves Le Drian soulignant l'incapacité de l'Union européenne à prendre une décision rapide et ambitieuse, les divisions entre les différents États membres restent flagrantes et difficiles à surmonter. L'aboutissement d'une procédure visant à former un consensus stratégique paraît dès lors difficile.

Cependant, l'European Global Strategy reste l'initiative la plus avancée et la plus aboutie en tant que projet d'émulation intellectuelle stratégique. En suscitant le débat d'idées entre de nombreux experts, son apport est extrêmement bénéfique pour faire avancer la réflexion, qui est aujourd'hui à l'un de ses tournants historiques. S'il est clair que tout acteur de la sécurité internationale se doit d'avoir un document stratégique à même d'identifier et de relever un certain nombre de grands défis, alors l'Union européenne ne saurait avoir les moyens de ses ambitions avec un texte vieux de 10 ans et largement lacunaire aujourd'hui. Quand bien même il a pu jouer un rôle primordial dans le rétablissement d'un consensus fragmenté après la guerre d'Irak de 2003.

Loin du constat néoréaliste et quelque peu obtus d'une Europe condamnée à n'être analysée qu'en termes de *soft power*, une analyse en profondeur de schéma est nécessaire. C'est ainsi que l'on peut affiner ce constat superficiel, en mettant en évidence que l'Union est composée d'acteurs qui peuvent se réclamer du *hard power*, comme la France ou le Royaume-Uni, et qui agissent selon la disponibilité d'outils de coercition dans des arènes interconnectées. L'UE étant l'une de ces arènes, il lui faut donc retrouver une forme d'intérêt prégnant pour ces États membres, qui tendent à la délaisser.

Pour permettre ce renouveau stratégique tant réclamé, il faut concevoir deux approches complémentaires. Tout d'abord, la valeur interne de ce travail de réflexion et de définition stratégique doit se faire en concordance avec les structures institutionnelles concernées, c'est-à-dire principalement le SEAE. En effet, ce dernier est récent et n'a pas encore de cohésion interne marquée. Or, cette cohésion devrait être cherchée à travers un travail réalisé au cœur même de ce service bureaucratique. Le deuxième mouvement est celui d'une convergence des stratégies des principaux États membres, permettant ainsi de réduire petit à petit les points de contentieux et de faciliter le consensus. En somme, soutenir ces deux tendances complémentaires, c'est contribuer à rendre l'arène européenne stratégiquement attractive, pertinente, et à plus long terme efficace.

Avec le soutien de la



Wallonie

Pierre Minard est chercheur-stagiaire au GRIP où ses analyses portent sur les questions de sécurité et de défense européenne au sens large. Il travaille notamment sur les problématiques concernant la stratégie européenne de sécurité ainsi que les missions de paix de l'Union européenne.

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >